

États-Unis devraient suivre le conseil d'un distingué général américain, le général James M. Gavin, selon lequel les États-Unis devraient borner leurs objectifs militaires au Vietnam, à la surveillance d'enclaves côtières, jusqu'à ce que les communistes soient prêts à négocier.

Telle n'est pas la politique des États-Unis. L'escalade peut provoquer une guerre ouverte avec la Chine et une participation possible de l'Union soviétique. Voilà le danger. Certes, en pareil cas, nous sommes justifiés à abandonner la diplomatie privée, utile sans doute en d'autres circonstances, et de dire franchement et sans ambages à nos amis américains quelles sont nos divergences fondamentales dans cette affaire. Des divergences fondamentales, il y en a vraiment, comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous l'a dit.

Je ne voudrais gêner en rien le député de Mont-Royal, mais je ne saurais mieux exprimer mes idées à ce sujet qu'en lisant à la Chambre une lettre que j'ai reçue à titre de député. Elle est en date du 26 mai 1965 et porte les signatures d'un certain nombre de professeurs très distingués des diverses universités de la ville de Montréal. Je ne mentionnerai pas tous leurs noms. Parmi les signataires, on trouve le député de Mont-Royal qui, je crois, est secrétaire parlementaire du premier ministre. Je tiens à lire cette lettre, car elle exprime mieux que je ne saurais le faire nos idées à ce sujet.

Le très hon. M. Diefenbaker: Est-ce avant sa conversion?

M. Brewin: Je vous demande pardon? Je crois que je laisserai le député expliquer à quelle étape de son évolution politique il a écrit ou approuvé cette lettre.

Une voix: Était-ce avant la métamorphose?

M. Brewin: Puis-je lire la lettre:

Si le bombardement du Vietnam du Nord se poursuit, cela ne fera qu'inciter les Vietnamiens du Nord à résister à cette agression et compromettra cette paix fragile dont le monde jouit actuellement. C'est pourquoi nous ne pouvons approuver la tendance du gouvernement américain à juger tous les changements politiques en fonction de ses propres définitions trop simplifiées de ce qui est communiste et de ce qui ne l'est pas.

Voilà pourquoi nous déclarons publiquement, par les présentes, notre franche opposition au bombardement du Vietnam du Nord par le gouvernement des États-Unis et ses alliés du Vietnam du Sud. Nous vous prions donc, au nom de la raison et des valeurs humaines, de faire tout votre possible pour convaincre le gouvernement canadien qu'il devrait préconiser publiquement une cessation des opérations militaires contre le Vietnam du Nord et le début de pourparlers entre toutes les parties intéressées.

C'est ainsi que le Canada jouera le rôle qui lui convient comme membre des Nations Unies et de la Commission internationale de surveillance et qu'il prouvera au monde entier son attachement à la cause de la justice et de la paix.

Une voix: Bravo!

M. Brewin: Je souscris à cette déclaration adressée aux membres du Parlement par le secrétaire parlementaire. On n'y parle pas de diplomatie secrète ni de retenue. On nous prie, au nom de la solidarité humaine, de la décence et de la raison, de chercher par tous les moyens à convaincre le gouvernement canadien de préconiser publiquement la cessation immédiate des opérations militaires contre le Vietnam du Nord.

J'espère que, malgré son changement de situation, le député persiste à faire de son mieux—au fond, j'en suis sûr—pour persuader le ministre que c'est la chose à faire. C'est certainement ce que notre parti a préconisé. Je soutiens qu'une telle ligne de conduite est sérieuse, saine et convenable.

Une voix: Pendant que vous parliez, le député de Mont-Royal a crié «bravo». Il reste donc de cet avis.

M. Brewin: Je suis sûr qu'il est d'accord. Je ne crois pas que le fait de siéger du côté du gouvernement lui ait fait perdre la raison et toute dignité humaine.

J'aimerais maintenant que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dise clairement quelle est la position du Canada au sujet d'un autre aspect des affaires internationales. Lorsqu'il en a parlé dans cette Chambre devant le comité des affaires extérieures, le 17 juin dernier, le ministre a dit que cette question était l'une des plus importantes auxquelles la collectivité internationale doit répondre à l'heure actuelle. C'est, disait-il, le danger que représente pour la paix du monde l'agrandissement du club nucléaire ou, comme je préférerais l'appeler, la prolifération des armes nucléaires.

Nous ne pouvons pas, même si nous le voulions, oublier le danger terrible qui découle pour l'humanité de la possession, par un nombre grandissant de nations, d'engins thermonucléaires modernes. L'impasse actuelle où se trouvent les deux grandes puissances nous vaut au moins l'interdiction partielle des essais et un certain degré de détente. Mais ce n'est qu'un hiatus. Les dangers que court l'humanité sont mille fois plus nombreux par suite de la dissémination